



# Rapport mensuel du RRSSJ

Septembre  
2013

## Table des matières

Sommaire.....	2
Contexte politique et sécuritaire du mois.....	2
Planification et réalisation des activités du RRSSJ, en septembre 2013.....	3
Planification.....	3
Rappel des jalons planifiés du mois.....	3
Réalisation des activités.....	3
Exécution des jalons du mois.....	3
Mise en œuvre des activités planifiées.....	4
Résultats obtenus au mois d'août 2013.....	7
Principaux problèmes rencontrés et actions initiées pour les surmonter .....	7
Leçons tirées et perspectives.....	7
Activités réalisées par les Coordinations Provinciales du RRSSJ.....	8
Esquisse sur la participation du BCN aux activités d'autres partenaires.....	12
Evaluation de l'impact du site web du RRSSJ.....	15
Brève description et évaluation des activités réalisées .....	17

## I. SOMMAIRE

Le présent rapport décrit la collecte des données réalisée par les membres du RRSSJ en vue de la rédaction des rapports individualisés ainsi que d'un rapport général sur le processus de la réforme de la Police Nationale en République démocratique du Congo .

Il fait également allusion au résultat du plaidoyer du RRSSJ-Equateur en faveur de la suppression des tracasseries policières dans les barrières, ports et parkings. Le Gouverneur de province, à peine installé dans ses fonctions, a en effet pris la décision n°2010/183/CAB/PROGOU/EQ/CPSA/CTS/2013 du 22 août 2013, portant suppression des barrières policières et administratives, érigées à travers la province.

La réalisation de la 2<sup>ème</sup> Phase de la Carte Score dans les Communes 1, faisant suite à l'exercice de 2012, pour démontrer l'engagement des communautés de base dans la quête de la notion de redevabilité, est évoquée dans ce rapport.

Il en est de même pour la décision du Maire de Goma et de la hiérarchie de la Police Nationale, d'installer des nouveaux postes de police dans quelques rues réputées les plus dangereuses de la ville, en matière de sécurité.

### **CONTEXTE POLITIQUE ET SECURITAIRE DU MOIS**

Le contexte politique du mois de septembre 2013 a été fortement marqué par l'ouverture officielle et le déroulement de travaux des Concertations Nationales, réunissant les délégués des onze provinces de la RDC ainsi que les représentants de la diaspora congolaise. Ces assises, réparties en cinq grandes thématiques/états généraux, ont captivé l'attention de l'opinion nationale et internationale, le long du mois.

L'atelier organisé par le Mécanisme National de Suivi (MNS) constitue un pas de plus marqué vers l'application et le respect des engagements pris par la République démocratique du Congo, notamment ceux qui concernent :

- la continuité et l'approfondissement de la réforme de l'Armée et de la Police ;
- la consolidation de l'Autorité de l'Etat, en particulier à l'Est de la RDC ;
- le progrès en ce qui concerne la décentralisation.

Au plan sécuritaire, dans une déclaration rendue publique à l'issue de consultations à huis clos du 12 septembre, le Conseil de Sécurité des Nations unies « *réaffirme l'inquiétude à propos de la situation de sécurité précaire sur le terrain* ». En d'autres mots, la sécurité reste « précaire » dans l'est de la République démocratique du Congo, malgré le recul des rebelles du M23 et la reprise de négociations à Kampala entre Kinshasa et le M23...

L'insécurité sévit également en Ituri, au Sud-Kivu et au Nord-Katanga, avec souvent des violents affrontements entre les différents groupes armés d'une part et entre ces groupes armés et les Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Province Orientale<sup>1</sup> :

Les autorités coutumières locales et la Société Civile ont alerté Kinshasa sur le danger qui pèse sur le territoire frontalier de Mahagi (Province Orientale). Plusieurs endroits du Territoire de Mahagi sont envahis progressivement par des Ougandais, notamment à Rodo et Djupu Chama.

Nord-Kivu :

Reprise de cinq villages du Territoire de Lubero par les FARDC. Ces villages étaient occupés depuis plusieurs mois par des rebelles rwandais des FDLR et des miliciens Maï-Maï. Il s'agit de : Lusuli, Vuvati, Buhenge, Kataro et Kasiki.

Nord-Katanga<sup>2</sup> :

Des miliciens Mai-Mai, venus du Territoire de Malemba Nkulu, ont semé la panique en violentant des paisibles citoyens des villages Dibala, Kasolo et Mansanka et menacé de prendre la Cité de Kipamba (Collectivité de Kinkondja).

Sud-Kivu<sup>3</sup> :

Le 20 septembre, les quartiers de la cité de Shabunda étaient complètement paralysés le après des coups de feu à 3 Km, dans la localité d'Ikemene. Selon les Forces armées de la RDC (FARDC). Des tirs des miliciens de Raïa Mutomboki.

## II. PLANIFICATION ET REALISATION DES ACTIVITES PAR LE RRSSJ, EN SEPTEMBRE 2013

### A. Planification

#### ○ Rappel des jalons planifiés du mois :

- (1) Séance de travail sur les éléments spécifiques du rapport avec les responsables des services concernés pour des points d'attention en vue d'améliorer le processus de réforme : le Ministère de l'Intérieur, le Commissariat Général de la PNC, le CSRP, l'Inspection Générale de la PNC...
- (2) Publier un rapport sur la mise en œuvre de la réforme de la Police en République démocratique du Congo.
- (3) Suivre et coordonner les activités des Coordinations Provinciales.
- (4) Alimenter et gérer le site web du RRSSJ.

### B. Réalisation des activités

#### 1° Exécution des jalons du mois

- a) Séance de travail sur les éléments spécifiques du rapport avec les responsables des services concernés pour des points d'attention en vue d'améliorer le processus de réforme : le Ministère de l'Intérieur, le Commissariat Général de la PNC, le CSRP, l'Inspection Générale de la PNC...

Des contacts ont été établis avec certains acteurs-clés, autour de l'Approche dynamique d'implication des communautés de base dans le processus de la Police de

<sup>1</sup> <http://radiookapi.net/actualite/2013/09/16/les-ougandais-envahissent-progressivement-mahagi-selon-les-chefs-locaux>

<sup>2</sup> <http://radiookapi.net/actualite/2013/09/17/katanga-des-miliciens-menacent-dattaquer-si-leur-chef-nest-pas-libere>

<sup>3</sup> <http://radiookapi.net/actualite/2013/09/20/sud-kivu-shabunda-centre-paralyse-apres-les-combats-entre-fardc-raia-mutomboki>

Proximité. Le Coordonnateur National et le Responsable de Suivi des activités avec la Société Civile de la Composante Redevabilité Externe du Programme SSAPR ont rencontré, tour à tour, le Secrétaire Exécutif du Comité de Suivi de la Réforme de la Police, le Directeur du Cabinet du Commissaire Général...

Cette démarche avait pour objectif d'impliquer ces acteurs-clés dans le processus de validation et de l'appropriation de l'Approche en vue de l'obtention et de l'utilisation d'un outil de travail connu de tous.

b) Publier un rapport sur la mise en œuvre de la réforme de la Police en République démocratique du Congo

La publication du rapport sur la mise en œuvre de la Police en République démocratique du Congo, en particulier l'expérimentation de la doctrine de Police de Proximité, a été légèrement décalée pour la première quinzaine du mois d'octobre 2013.

Le BCN a eu à partager le canevas avec les Coordinations RRSSJ des Provinces-pilotes du Programme SSAPR et celles d'autres provinces. Le travail de rédaction et de compilation des données reçues des provinces est suffisamment avancé.

La raison du report est de focaliser l'attention des parties prenantes, avant tout, sur l'Approche dynamique d'implication des communautés qui leur sera présenté le 08 octobre 2013, au CSRP.

c) Suivre et coordonner les activités des Coordinations Provinciales

Le BCN a assuré le suivi des activités des Coordinations Provinciales, à travers l'échange d'informations et d'expérience sur la mise en œuvre de la Police de Proximité.

En plus des éléments du rapport mensuel et ceux devant constituer le rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la réforme de la Police, le suivi a consisté également à s'assurer de l'application – par le Sud-Kivu et le Bas-Congo - de certaines orientations du BCN, échangées lors des missions de suivi d'août 2013, notamment le renforcement et l'amélioration du mode de communication [à l'interne et avec le BCN], les liens essentiels à nouer avec les Dynamiques Communautaires, en rapport avec leur travail de terrain en faveur de la résolution des problèmes sécuritaires et/ou environnementaux de leurs milieux respectifs...

d) Alimenter et gérer le site web du RRSSJ

L'alimentation du site web [www.rrssj-rdc.org](http://www.rrssj-rdc.org) se fait au quotidien, sur base des informations de terrain, reçues des membres des onze provinces de la RDC et des partenaires de mise en œuvre de la réforme de la Police Nationale.

La gestion de ce site permet au Webmaster du BCN de dégager un condensé sur les publications, les audiences et les observations du mois.

Des membres du réseau soumettent leurs articles de réflexion à l'équipe de rédaction du site web [BCN] pour relecture et avis favorable à la publication.

Quant aux audiences, le nombre des visiteurs augmente au fur et à mesure. C'est ainsi que l'intérêt pour le RRSSJ et, dans un sens beaucoup plus large, pour le processus de la réforme en RDC, est manifesté de l'Asie, de l'Amérique, de l'Europe, etc.

## **2° Mise en œuvre des activités planifiées**

### (1) Compilation des rapports provinciaux en vue de la rédaction d'un rapport général sur l'état d'avancement de la réforme de la Police

Les premiers éléments du rapport sur la mise en œuvre de la Police de Proximité en République démocratique du Congo ont été collectés pour préparer le point de presse du 28 juin dernier. Cela a été fait sans une prise en compte significative des données issues de l'expérimentation de Bunia et de Kinshasa.

Le BCN a recouru de nouveau aux provinces pour un complément d'informations, suivant un canevas unique. Les rapports reçus des provinces, à cet effet, sont compilés au fur et à mesure, dans le but d'en faire un condensé à partager avec les parties prenantes de la réforme de la Police Nationale ainsi que les médias.

### (2) Partage et échange autour de l'Approche dynamique communautaire d'implication des communautés de base

En prélude à l'organisation d'un atelier de présentation et de validation de l'Approche dynamique d'implication des communautés de base, quelques contacts préalables ont été organisés par le Coordonnateur National du RRSSJ et le Chargé de Suivi de la Composante Redevabilité Externe du Programme SSAPR. Ils ont vu tour à tour le Directeur du Cabinet du Commissaire Général de la Police Nationale Congolaise et le Secrétaire Exécutif du Comité de Suivi de la Réforme de la Police Nationale (CSRP).

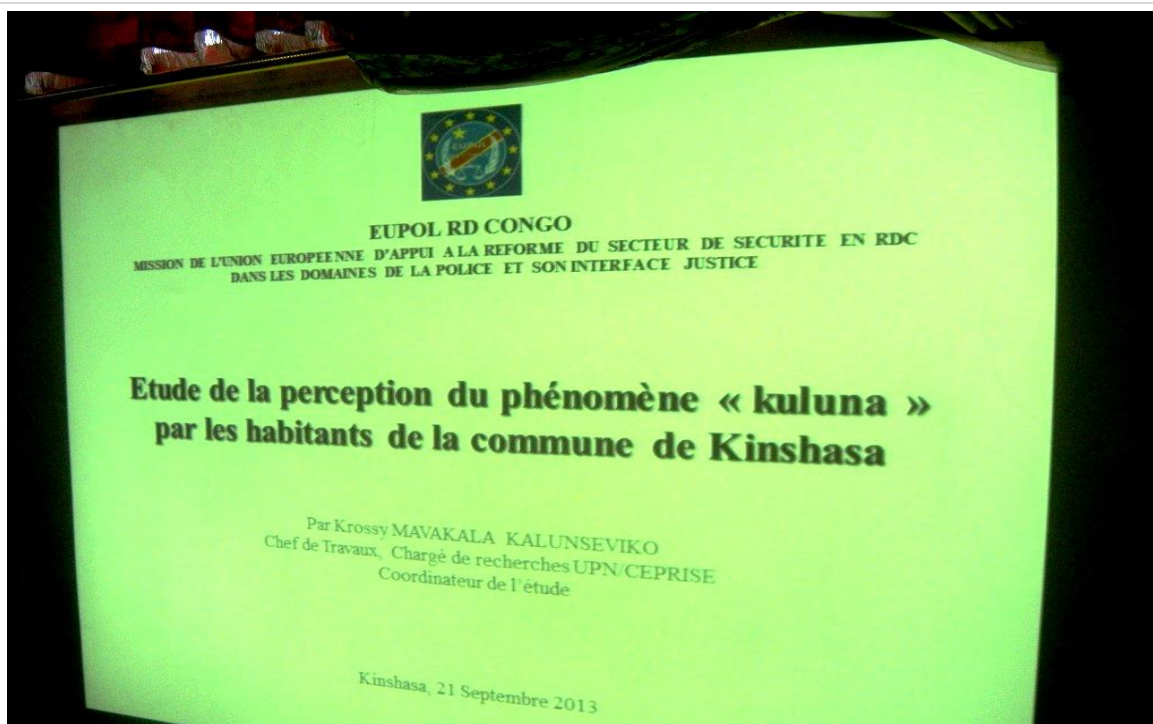
Avec le Directeur du Cabinet du Commissaire Générale de la PNC, la rencontre s'est faite en date du mercredi 11 septembre 2013. Les échanges ont tourné autour de l'Approche dynamique d'implication des communautés de base dont une copie lui a été remise pour relecture et amendements.

De même, avec le Secrétaire Exécutif du CSRP, les échanges qui se sont tenus en date du jeudi 12 septembre ont porté sur l'Approche dynamique d'implication des communautés de base.

### (3) Communication des résultats de l'étude préliminaire sur la perception du « Phénomène Kuluna » par les habitants de la Commune de Kinshasa

Les résultats de l'étude sur la perception du « Phénomène Kuluna » par les habitants de la Commune de Kinshasa ont été présentés aux différents acteurs le 21 septembre dans la salle de fêtes Jadoby Labyrinthe.

Trois chercheurs dont le Point Focal du RRSSJ-Kinshasa auprès des acteurs de COREKIN se sont penchés sur ce phénomène pendant deux mois, en collectant les données de diverses manières : focus groupes, enquête de terrain, entretien avec les autorités politico-administratives, les animateurs du secteur judiciaire...



Ces derniers ont donné une description physique, sociale et organisationnelle des « Kuluna » et, à l'aide de cartes administratives de chacun des sept Quartiers, ils ont pu identifier les lieux criminogènes et à hauts risques de la Commune de Kinshasa.

Cette étude, réalisée grâce à l'appui logistique et financier de la Mission européenne de Police, a permis de contribuer au réajustement des connaissances des acteurs impliqués dans le processus de la Police de Proximité.

#### (4) Organisation des Forums de Quartier dans la Commune de Kinshasa

Inspirés de l'expérience des provinces-pilotes du Programme SSAPR, les acteurs de la Société Civile du Projet Commissariat de Référence de Kinshasa sont directement passés de diagnostic de sécurité aux Forums de Quartier. Leur travail de terrain a bénéficié d'un accompagnement technique du Point Focal détaché par la Coordination Provinciale du RRSSJ-Kinshasa, du BCN ainsi que de l'appui logistique et financier de la Mission Européenne de Police (EUPOL-RDC).

Les sept Quartiers de la Commune de Kinshasa ont tous organisé leurs forums au mois de septembre 2013. Des problèmes majeurs de sécurité, identifiés pour la plupart lors des forums citoyens de diagnostic sécuritaire, y ont été traités et des pistes de solution, coulées sous forme de recommandations, ont été proposées en vue de l'amélioration des situations déplorées<sup>4</sup>. Il s'agit notamment, par ordre préférentiel/prioritaire de/du :

- 1) « Phénomène Kuluna » ;
- 2) l'obscurité quasi généralisée, due aux coupures intempestives d'électricité ;
- 3) la vente et de la consommation des stupéfiants et autres boissons fortement alcoolisées, communément appelées « Supu na tolo » ;
- 4) l'insuffisance des effectifs dans les sous-commissariats et autres postes de Police...

<sup>4</sup> Les rapports des Forums de Quartier peuvent être consultés sur [www.rssj-rdc.org](http://www.rssj-rdc.org).

En formulant les pistes de solution les participants à ces Forums de Quartier se sont appuyés sur les orientations du RRSSJ pour élargir le champ, en allant au-delà de la Commune de Kinshasa. C'est ainsi qu'ils ont eu à formuler des recommandations adressées à l'Assemblée Provinciale, au Gouvernorat de la ville-province de Kinshasa...



*Forum de Quartier DJALO : Autorités politico-administratives, Police et Société Civile réfléchissant sur les pistes de solution à donner aux problèmes sécuritaires prioritaires identifiés*

Ils ont demandé, entre autres : une lutte tous azimuts et exemplaire contre les « Kuluna » ; le vote d'un Edit interdisant formellement la vente et la consommation de « Supu na tolo » ; la réhabilitation de l'éclairage public dans les artères réputés criminogènes ; une implication effective du Bourgmestre de la Commune de Kinshasa et son appui au Commissariat de Référence de Kinshasa (communication et fournitures de bureau), etc.

#### (5) Activités de communication

- ∞ 27 septembre 2013 : réalisation d'une émission télévisée sur Congo Web TV sur le thème : « Etat d'avancement de l'expérimentation de la Police de Proximité, cas du Commissariat de Référence de Kinshasa », dans laquelle un expert du CSRP et un expert du RRSSJ ont co-débatu.
- ∞ Diffusion, à la RTNC 2, de deux émissions « Likambo ya mboka » dont l'une a traité des avancées de la réforme de la Police et l'autre de manière spécifique de l'état d'avancement de l'implémentation de la Police de Proximité dans la Commune de Kinshasa. Deux experts du CSRP, trois policiers du COREKIN et deux autres experts de la Société Civile y ont intervenu.



### C. Résultats obtenus au mois de septembre 2013

Les résultats suivants ont été obtenus au mois de septembre 2013 :

- ☞ Le document sur l'Approche dynamique d'implication des communautés de base dans le processus de la Police de Proximité est partagé avec les parties prenantes-clés de la réforme de la Police en vue de sa validation et de son appropriation.
- ☞ Le partenariat avec les acteurs étatiques de la réforme de la Police est renforcé.
- ☞ Un rapport de la Société Civile est en voie de finalisation, sur l'état d'avancement de la réforme de la Police, en particulier la mise en œuvre de la Police de Proximité dans les trois provinces-pilotes du Programme SSAPR, à Kinshasa et à Bunia.
- ☞ Les Dynamiques Communautaires interagissent avec les Coordinations du RRSSJ et constituent une alternative sûre, dans la quête des réponses aux problèmes locaux de sécurité...

### D. Principaux problèmes rencontrés et actions initiées pour les surmonter

Rien de substantiel à signaler.

### E. Leçons tirées et perspectives

#### a) Leçons tirées

1. Le partage, en amont, du document de l'Approche dynamique d'implication des communautés de base facilite sa validation et son appropriation parties prenantes de la réforme de la Police Nationale.
2. L'élaboration d'un rapport général par le RRSSJ a permis d'informer les partenaires-clés de la perception de la Société Civile sur la mise en œuvre de la réforme de la Police...

#### b) Perspectives

- Mener une action de plaidoyer en faveur de l'adoption et de la promulgation de la Loi de programmation sur la Police Nationale Congolaise ainsi que le Décret portant création et fonctionnement des Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité.
- Vulgariser la Loi et les textes réglementaires sur la réforme de la Police Nationale.

## III. ACTIVITES REALISEES PAR LES COORDINATIONS PROVINCIALES DU RRSSJ

### A. Les provinces-pilotes<sup>5</sup> du Programme SSAPR

*Les trois provinces-pilotes du Programme SSAPR ont toutes rédigé un rapport sur la mise en œuvre de la Police de Proximité en vue d'enrichir le rapport global élaboré par le BCN. Dans le même ordre d'idée, elles ont réalisé l'exercice de la Carte Score Phase 2, dans les Communes du Cycle 1 et préparé l'organisation de la Carte Score Phase 1 dans la Commune du Cycle 2.*

<sup>5</sup> Les informations détaillées sur les activités réalisées par les trois provinces-pilotes se trouvent dans les rapports mensuels respectifs de ces provinces.

*La campagne de vulgarisation du CSRP sur la Loi portant Statut du personnel de carrière de la Police Nationale a largement bénéficié du concours des Coordinations RRSSJ des provinces-pilotes.*

(1) Bas-Congo

- 26 septembre 2013, salle de réunions du Programme SSPAR : présentation, par le RRSSJ Bas-Congo, des résultats de la Carte Score Communautaire II, tenue dans les sept Quartiers de la Commune de Nzanza. Parmi les partenaires présents à la cérémonie, on a noté la présence du Rapporteur Adjoint de l'Assemblée Provinciale, d'un membre du Bureau d'Etudes de l'Assemblée Provinciale, des animateurs des Composantes du Programme SSAPR au Bas-Congo, de l'UNPOL, des Commandants de la Police Nationale Congolaise des trois Communes de la ville de Matadi, du Représentant du Procureur, de la délégation de la Mairie de Matadi, des délégués de trois Bourgmestres de la ville de Matadi...
- Exercices de Carte Score Communautaire II : le RRSSJ/Bas-Congo, a organisé il a été organisé 6 Cartes Scores Communautaires II dans les quartiers suivants de la Commune de Nzanza : Banana, Nsakala Nsimba, Dibua Nsakala, Kitomesa, Nzanza et Lieutenant Mpaka. 372 personnes ont été directement touchées par cet exercice dont le but est de définir la collaboration avec la Police pour mieux participer à sa propre sécurité, de se prononcer sur le service rendu par la Police, d'identifier les problèmes de collaboration et de proposer des pistes de solution en vue de l'amélioration de la prestation de la cette Police. A l'issue de la comparaison entre les deux cartes scores 2 et 1, il s'est dégagé les tendances converties en problèmes qui ont été identifiées par les communautés.
- Collecte de données sécuritaires des Quartiers et des Communes.
- Participation à la réunion de mise au point et de planification de la recherche-action sur les VSBG et les autres criminalités naissantes dans les milieux urbains et ruraux.
- Matadi, 23 septembre 2013 : Réunion préparatoire aux diagnostics sécuritaires Cycle II : le RRSSJ/Bas-Congo a pris une part active à une réunion organisée



*Les participants à la réunion du 23 septembre suivant la présentation des objectifs de la rencontre par Monsieur Bruno SADILA de CCOSS*

par le Projet CCOSS de la Composante Redevabilité Interne du Programme SSAPR pour préparer les diagnostics sécuritaires du Cycle II à Matadi. Les Bourgmestres ainsi que les Chefs de quartier des Communes de Nanza et Matadi, les représentants des Commissariats et sous-Commissariats de ces deux Communes ainsi que les délégués des Zones Communautaires de la Commune de Nanza ont participé à cette rencontre.

## (2) Kasaï Occidental

- Participation, le 04 septembre, la réunion du Comité de Pilotage Provincial des activités du Programme SSAPR au Kasaï Occidental. 50 acteurs étatiques et non étatiques y ont pris activement part, sous l'égide du vice-Gouverneur de province.  
En plus de la présentation des réalisations par le Coordonnateur de la Composante Redevabilité Externe et le Chargé de Projet PSP/CCOSS/SSAPR-Kananga, l'intervention du Coordonnateur Provincial du RRSSJ-Kasaï Occidental a porté sur la revue des différentes questions liées à la mise en œuvre des activités du Programme.
- Célébration de la Journée internationale de la Paix, le 21 septembre 2013, à Kananga : Travail et Droits de l'Homme (TDH) a organisé un atelier en Focus Group réunissant des jeunes et des femmes leaders ainsi que des notables, sur la situation des conflits au Kasaï Occidental.
- Sensibilisation des masses : production d'une série d'émissions radiodiffusées sur les chaînes de radio locales KHRT et MALANDJI FM avec l'appui SFCG au RRSSJ/Kasaï Occidental. Ces émissions animées au courant de la semaine du 09 au 15 Septembre 2013 par le Coordonnateur et la Coordonnatrice adjointe du RRSSJ/Kasaï Occidental ont porté sur l'info sensibilisation des masses sur le processus RSS et les actions de la PdP dans la ville de Kananga. Il s'agissait pour le RRSSJ d'amener la population à collaborer étroitement avec la population, de s'approprier le processus de RSS en vue de sa pérennisation.
- Formation/renforcement des capacités des acteurs a la base :  
Le Coordonnateur RRSSJ ainsi que 2 autres membres participent en tant que formateur à la série des séances de formation des acteurs étatiques et non étatiques de cinq quartiers de la commune de Kananga sur le processus RSS (Historique PNC, Sécurité Humaine, PdP, Redevabilité, Loi Organique PNC, IG, CLS, FQ ;) organisées par la composante PSP-CCOSS/SSAPR pendant 10 jours ;  
Du 25 au 27 Septembre 2013, le RRSSJ avec l'appui de la Composante RE/SSAPR, a organisé une session de formation au bénéfice de 20 enseignants d'Éducation Civique et Morale des écoles de la Commune du Cycle 3 (KatoKa) sur le processus de la réforme du secteur de sécurité et la doctrine de Police de Proximité. Trois membres du RRSSJ dont le Coordonnateur Provincial figurent parmi l'équipe de formateurs, aux côtés des responsables de l'IG et du Commissariat provincial PNC. Au terme de cette formation, les enseignants et chefs d'établissements présents à cette session ont élaboré 10 fiches techniques sur les matières à dispenser dans leurs écoles ; en rapport avec la RSS.

- Besoin des communautés de la Commune de Kananga de discuter directement de leurs problèmes avec les autorités de leurs entités locales :  
Organisation des forums de désignation démocratiques des délégués des communautés au CLS Commune de Kananga par le RRSSJ, avec l'appui de la Composante RE/SSAPR, à travers les différentes Zones Communautaires. 12 délégués dont 6 effectifs et 6 suppléants ont été ainsi désignés par leurs bases dont 5 femmes.



*Attitude des membres du RRSSJ, des responsables de la PNC (P3, B1) des déléguées de l'association des épouses de policiers, des représentants de la FEC (Vice président chargé des missions) et de Monsieur Luc Henkinbrant Conseiller Technique RE/SSAPR*

- Contrôle des OPJ/PNC et sensibilisation sur la justice de proximité : le RRSSJ a organisé avec l'appui direct de la Composante RE/SSAPR, des séances de sensibilisation de la population de la commune de Kananga sur la justice de proximité. Les 75 Zones communautaires de cette commune ont été ainsi couvertes par les juristes membres du RRSSJ, lesquels accompagnent souvent les magistrats du parquet dans le contrôle des OPJ.  
Dans ce même ordre, il s'est tenu également des forums préparatoires au contrôle des OPJ PNC dans le commissariat et sous commissariat du cycle 2 (commune de Kananga).

## (2) Sud-Kivu

- Recherche-action : 48 femmes membres du RRSSJ sont déployées dans 8 axes de la ville de Bukavu dans l'exécution de la deuxième phase de la recherche-action. Ces femmes sont entrain d'identifier les causes favorisant l'insécurité des femmes dans la ville de Bukavu. Après le quartier Panzi (Phase 1), elles sont descendues aux Quartiers Ndendere et Nyalukemba (2<sup>ème</sup> Phase). Cette recherche-action est conduite par Action pour le Développement Intégrale de la Jeunesse et de la femme (ADIJEF), un des membres actifs du RRSSJ/Sud-Kivu.



*Quartier Ndendere : une vue de travail en groupes pour compléter la matrice de Carte Score*

- Des séances de sensibilisation sur la justice de proximité ont été organisées par Vision Sociale dans les 7 Quartiers de la Commune de Kadutu, pour le compte de la deuxième phase.
- Installation des Dynamiques Communautaires dans la Commune de Bagira [Commune du Cycle 3]. Tous les Quartiers de la Commune ont été touchés, à savoir : Lumumba, Nyakavogo, Kanoshe, Mulambula, Mulwa, Buholo-Kasha et Cahu.
- Tenue de sept Forums de doléances dans les Quartiers de la Commune de Kadutu (Commune du Cycle 2) : Dans la perspective d'appuyer le contrôle du Parquet sur les actions des Officiers de Police Judiciaire de la PNC, des forums préparatoires aux missions de contrôle des OPJ ont été organisés dans les sept Quartiers de la Commune de Kadutu<sup>6</sup>, en étroite collaboration avec le Parquet de Grande instance de Bukavu.  
350 personnes ont pris part à ces rencontres, à raisons de 50 participants par Quartier.

*L'objectif poursuivi par cette activité est d'impliquer la population dans le contrôle – par le Parquet – de la prestation des Officiers de Police Judiciaire de la PNC en vue du changement perception.*

- Commune d'Ibanda : 92 personnes des Quartiers Nyalukemba et Ndendere ont eu à s'exprimer sur la qualité des services de leurs sous-Commissariats respectifs, au travers la Carte Score Communautaire.

## **B. Les provinces non pilotes**

### **(1) Bandundu**

- Accompagnement de la mission du CSRP pour la campagne de vulgarisation des Lois et textes réglementaires.

<sup>6</sup> Ces sites correspondent au ressort des sous-Commissariats et Commissariat de Référence de la Commune de Kadutu.

- La Coopération Provinciale, en partenariat avec la MONUSCO, a largement contribué positive à l'enrichissement des indicateurs de performance relatifs aux engagements pris par la RDC, aux termes de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région.
- Suivi de la situation carcérale à Idiofa où des cas d'évasions répétées ont été enregistrés. Il en est de même pour la prison centrale de Bandundu-ville où les détenus souffrent, entre autres, de l'absence des juges.

## (2) Equateur

- Capitalisation – auprès de l'Assemblée Provinciale – des acquis du monitoring et du plaidoyer de 2011 sur les tracasseries dans les barrières, les parkings et les ports. Le Gouverneur de province, Monsieur Louis-Alphonse KOYAGIALO, a en effet décidé<sup>7</sup> de mettre fin aux barrières policières et administratives, érigées à travers la province.
- Le 20 septembre 2013 : tenue de la réunion mensuelle de Coopération.
- Participation de 22 Organisations de la Société Civile, membres du RRSSJ-Equateur, à la journée de sensibilisation et de vulgarisation du CSRP à Mbandaka. L'exposé sur la contribution de la Société Civile dans le processus de la réforme de la Police Nationale a été très apprécié des participants à la séance de sensibilisation.
- Interaction avec le nouveau Commissaire Provincial de la PNC-Equateur.
- Implication dans la vulgarisation de la Loi portant Statut du personnel de carrière de la Police Nationale par une mission du CSRP.

## (3) Kasaï Oriental

- Implication dans la vulgarisation de la Loi portant Statut du personnel de carrière de la Police Nationale par une mission du CSRP.
- Réalisation de sept tranches radiodiffusées et télévisées sur la vulgarisation de la Loi portant organisation et fonctionnement de la Police Nationale Congolaise et celle portant Statut du Personnel de carrière de la Police Nationale. Le RRSSJ-Kasaï Oriental a, en effet, obtenu de la RTOP (Radio Télévision Océan Pacifique et de la RTF (Radio Télévision Fraternité) la faveur de véhiculer des messages sur le processus de la réforme du secteur de sécurité et de justice, aussi bien à la radio qu'à la télévision, chaque fois que c'est nécessaire.
- Implication dans l'action de plaidoyer en faveur des femmes de la Commune de Bipemba, victimes d'une insécurité généralisée, organisée par le GPGS (Groupe de Plaidoyer « Genre et Sécurité », avec l'appui de l'ICTJ (International Center for Transitional Justice)<sup>8</sup>.
- Monitoring et établissement du contexte et de la situation sécuritaire : cette action a permis, entre autres, l'identification et la dénonciation, par l'Assemblée Provinciale et la Société Civile, de :
  - ☞ 18 cas de meurtre par armes de guerre (sur la ville de Mbuji-Mayi) ;
  - ☞ 144 cas de vol à mains armées (pour la seule ville de Mbuji-Mayi).

<sup>7</sup> La décision du Gouverneur de province est reprise dans le message officiel n°2010/183/C1B/PROGOU/EQ/CPSA/CTS/2013 du 22 août 2013, adressé aux Districts, aux Mairies, Territoires, aux Secteurs et aux Chefferies, pour annoncer la suppression des barrières policiers et administratives dans la province de l'Equateur.

<sup>8</sup> Aux termes de ce plaidoyer, il a été demandé au Commissaire Provincial de la PNC de renforcer, en quantité et en qualité, les commissariat et sous-commissariats de la Commune considérée. Ce qui a été fait, mais la qualité tant souhaitée n'est pas encore au rendez-vous (les policiers venus en renfort contribuent, malheureusement, à l'insécurité tant décriée).

- Interaction avec la Société Civile de Kabinda en vue de l'action de monitoring des conditions carcérales dans les prisons de Kabinda et Lubao.

#### (4) Katanga

- Accompagnement de la mission du CSRP pour la campagne de vulgarisation des Lois et textes réglementaires.

#### (5) Kinshasa

- Participation du Point Focal du RRSSJ-Kinshasa auprès des acteurs de COREKIN, en qualité de chercheur, à l'étude sur la perception du « Phénomène Kuluna » par la population de la Commune de Kinshasa ».
- Implication du Point Focal du RRSSJ-Kinshasa auprès des acteurs de COREKIN à l'organisation et au déroulement des sept Forums de Quartier dans la Commune de Kinshasa.

#### (6) Maniema

- Etablissement du contexte et de la situation sécuritaire à Kindu et à Kasongo.
- Implication dans la vulgarisation de la Loi portant Statut du personnel de carrière de la Police Nationale par une mission du CSRP.

#### (7) Nord-Kivu

- 05 septembre 2013 : participation active à l'atelier de familiarisation des acteurs sociaux, étatiques et non étatiques à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba ainsi qu'à la Résolution 2098 du Conseil de sécurité, laquelle définit le nouveau mandat de la MONUSCO, de la Force et sur.
- 22 et 25 septembre 2013 : le Coordonateur Provincial a expliqué le contenu de la Résolution 2098 et de l'Accord-cadre aux membres de l'Association des Cambistes du Nord-Kivu, aux Pasteurs, aux Représentants-Légaux et aux délégués provinciaux des Communautés membres du Secrétariat Provincial de l'Eglise du Christ au Congo, Synode du Nord-Kivu
- Partage par les Points Focaux, en temps réel, des informations de terrain relatives à la situation sécuritaire dans les Territoires de la province.<sup>9</sup>
- Action collective de plaidoyer ayant abouti à la décision du Maire de la ville de Goma, en collaboration avec les responsables de la Police, d'installer six nouveaux postes<sup>10</sup> de Police dans les avenues tristement célèbre en matière d'insécurité.
- Accompagnement de la mission du CSRP pour la campagne de vulgarisation des Lois et textes réglementaires.

#### (8) Province Orientale

- Action de monitoring des conditions carcérales à la prison centrale de Watsa (Territoire situé à plus de 700 km au Nord-Est de la ville de Kisangani. En plus des cas d'évasion déjà enregistrés, c'est l'écroulement du mur de la Prison Centrale de Watsa, suivi de la fuite d'une vingtaine de détenus que les

<sup>9</sup> Les dépêches envoyées régulièrement par la Coordination Provinciale au BCN et publiées sur le site web du réseau sont souvent le recoupement des informations transmises par les Points Focaux du RRSSJ dans les Territoires.

<sup>10</sup> Parmi les raisons évoquées par la population, il y a lieu de noter : la confusion militaire et policière dans les patrouilles nocturnes, à la base des tracasseries et abus de tout genre ; la population, de son côté, accuse les militaires des FARDC et les policiers en divagation d'être à l'origine de l'insécurité dans cette ville ; le relâchement sur l'application de la décision interdisant la circulation des motos taxis après 18h30 dans la ville de Goma ...

Organisations de la Société Civile évoluant dans le domaine de la justice et de la réforme du secteur de sécurité ont décidé d'agir.

Selon le RRSSJ-Province Orientale, quinze des vingt-deux détenus évadés avaient écopé des peines de servitude pénale allant de 10 à 15 ans, pour violences sexuelles.

- Implication dans la vulgarisation de la Loi portant Statut du personnel de carrière de la Police Nationale par une mission du CSRP.

#### IV. ESQUISSE SUR LA PARTICIPATION DU BCN AUX ACTIVITES D'AUTRES PARTENAIRES

*a) Mercredi, 18 septembre 2013, Cercle Elaïs de Kinshasa : Atelier de validation des critères de suivi des réformes dans les secteurs de la sécurité, de la justice, de la décentralisation et de la consolidation de l'autorité de l'Etat*

L'Assistant Administratif et Financier du BCN a représenté le RRSSJ à l'atelier du 18 septembre au Cercle Elaïs, organisé par le Mécanisme National de Suivi (MNS), sur la « Validation des critères de suivi des réformes dans les secteurs de la sécurité, de la justice, de la décentralisation et de la consolidation de l'autorité de l'Etat<sup>11</sup> ».

En plus des critères et des indicateurs de suivi soumis à la validation, l'atelier a aussi permis de s'accorder sur le projet de feuille de route de la mise en œuvre des réformes et décisions relatives aux six engagements de la RDC.



Les participants ont revu et retouché les critères de suivi, les stratégies ainsi que les indicateurs de suivi. Pour sa part, le RRSSJ a eu à travailler dans deux groupes où ses apports ont été significatifs et appréciés :

<sup>11</sup> Il s'agit de trois des six engagements pris par la RDC, au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, signé à le 24 février 2013 à Addis-Abeba..



◇ *La Police*

Le RRSSJ a obtenu que la contrepartie gouvernementale soit clairement évoquée dans la mobilisation des fonds destinés à la réalisation du Plan d'Action Quinquennal (PAQ).

◇ *L'Armée*

L'idée de la création et de l'opérationnalisation d'un Comité de Suivi de la Réforme de l'Armée, une des contributions-phares du RRSSJ, a été retenue et intégrée comme un nouveau critère de suivi/objectif.

*b) 17 septembre 2013, Hôtel Sultani : présentation du rapport d'AFRIMAP sur la Justice*

Le RRSSJ a participé à la cérémonie de présentation du rapport publié par le Projet Africa Governance Monitoring and Advocacy Project (AFRIMAP) et la Fondation Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA-RDC), sur la gestion du secteur de la justice en République démocratique du Congo. Dans ce document de 160 pages, les deux ONG de promotion de la bonne gouvernance dénoncent les attaques des dirigeants politiques contre le pouvoir judiciaire et concluent que la RDC est encore loin d'être un Etat de droit vu la gestion calamiteuse du secteur judiciaire.

« *De nombreux magistrats sont obligés de recourir à la corruption faute de conditions professionnelles adéquates...* », souligne ledit rapport qui revient aussi sur l'absence de coordination des interventions des bailleurs et sur l'incapacité du Gouvernement de produire une politique cohérente dans le secteur de la justice.

*c) Du 07 au 31 septembre 2013 : participation aux travaux des Concertations Nationales*

En date du samedi 7 septembre 2013, le Président de la RDC a procédé à l'ouverture d'un forum dénommé « Concertations Nationales » qui regroupe plus de sept cents délégués venus d'horizons divers (Institutions Publiques, Partis Politiques, Société Civile, Diaspora).

L'objet de ces concertations, selon l'esprit de l'article 2 de l'Ordonnance n°13/078 du 26 juin 2013 qui les convoque, est de réunir toutes les couches sociopolitiques de la Nation afin de « *réfléchir, échanger et débattre, en toute liberté et sans contrainte, de tous les voies et moyens susceptibles de consolider la cohésion nationale, de renforcer et étendre l'autorité de l'Etat sur tout le territoire national en vue de mettre fin aux cycles de violence à l'Est du pays, de conjurer toute tentative de déstabilisation des institutions et d'accélérer le développement du pays dans la paix et la concorde* ».

Le Coordonnateur National du RRSSJ y a pris une part active, particulièrement au sein de la Thématique/Etats généraux « *Désarmement, démobilisation et réinsertion sociale/rapatriement* » qui a, entre autres, traité des causes de la guerre dans l'Est de la RDC. Etablit une cartographie des groupes armés opérant à l'Est...

*d) les 06 et 13 septembre 2013 : réunion CRE-BCN*

Une première séance de travail a eu lieu entre la CRE et le BCN a eu lieu le vendredi 06 septembre, au bureau de la CRE. Elle a tourné autour de plusieurs points, notamment celui relatif au document concernant l'Approche de dynamique

d'implication des communautés dans le processus de la Police de Proximité, adopté par le BCN comme tel. C'est ainsi qu'une Messieurs Guy BULA-BULA et Emmanuel KABENGELE ont eu à partager ce document avec certains partenaires en vue d'obtenir leurs avis et considérations. Il s'est agi du Ministère de l'Intérieur, du Commissariat Général de la Police Nationale Congolaise et du Comité de Suivi de la Réforme de la Police.

D'autres points abordés concernaient le rapport sur l'état d'avancement de la Police de Proximité, le document sur le Mécanisme de collecte, d'analyse et données, dans le cadre de la réforme de la Police Nationale Congolaise dont certains indicateurs sont à retoucher, les préparatifs de la réunion du Comité de Pilotage National du Programme de gestion des SSAPR, etc.

A la réunion du 13 septembre au BCN, il a été proposé l'ajout des colonnes d'appréciation aux indicateurs de suivi [Très Bien, Bien, Assez Bien et Ne s'applique pas]. Dans le même ordre d'idée, il y a lieu d'élargir le champs pour la rédaction du rapport sur la mise en œuvre de Police de Proximité, en y intégrant les données de Bunia et de Kinshasa.

*e) 04 septembre 2013, Cercle Elaïs de Kinshasa : Symposium thématique sur la réforme du secteur de la sécurité et la gestion des ressources*

Le Coordonnateur National ainsi que trois autres membres du RRSSJ (dont le Coordonnateur Provincial du RRSSJ/Bas-Congo) ont participé au symposium de l'Amicale des Auditeurs du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA), sur « La Réforme du secteur de la sécurité et la gestion des ressources ».

Organisée le 04 septembre au Cercle Elaïs de Kinshasa, avec l'appui de l'Ambassade des Etats-Unis en République démocratique du Congo, cette rencontre a réuni 100 personnes autour des exposés d'éminentes personnalités, à savoir : le Colonel Birame DIOP de l'Institut Africain pour la transformation du secteur de la sécurité, le Colonel Francis SOMDA de la MONUSCO et Monsieur Jeffrey MILLER de l'Initiative de réformes des institutions de défense (DIRI).

De leurs interventions et des échanges qui s'en sont suivis, il y a lieu de retenir ce qui suit :

- ∞ la réforme est un élément important de démocratisation et de mise en œuvre d'un Etat de droit plutôt qu'une simple question de structuration ;
- ∞ la réforme doit être participative et tenir compte de deux problèmes majeurs : la volonté politique et une bonne coordination ;
- ∞ la définition claire d'une politique de défense ;
- ∞ l'appropriation nationale et la volonté politique comme gage de réussite de la réforme du secteur de sécurité ;
- ∞ la nécessité d'une conceptualisation commune de la RSS et du DDR ;
- ∞ l'amélioration de la perception de la réforme tout en tenant en compte des particularités et spécificités ...



*Une vue de l'ouverture du Symposium thématique sur la réforme du secteur de sécurité et la gestion des ressources*

## **V. EVALUATION DE L'IMPACT DU SITE WEB DU RRSSJ**

### 1. Publications

- Au total 83 articles publiés ;
- 104 abonnés pour la liste de distribution journalière via Google Feedburner.

### 2. Audience

Pour la période du 25 août au 24 septembre 2013 selon le rapport généré avec Google Analytics, le 25 septembre 2013.

- 206 Visites
- 101 visiteurs uniques (nouveaux visiteurs)
- 376 Pages vues
- 1.83 Pages par visite
- 66,50 % Taux de rebond 0
- 00:02:42 Temps moyen passé sur le site
- 41,26 % Nouvelles visites

### 3. Observations

- Après la maintenance du serveur, du 15 au 19 août 2013, la courbe des visiteurs a repris son allure habituelle.

### 4. Recommandations

- ☞ Encourager les bureaux des provinces à envoyer les informations avec promptitude sur leurs activités, rapports, études et communications ;
- ☞ Encourager les membres à visiter régulièrement le site web, à s'inscrire dans la liste de distribution, et à devenir fan de la page Face book du Réseau ;
- ☞ Encourager les membres du réseau à s'inscrire sur la liste de distribution.

## VI. BREVE DESCRIPTION ET EVALUATION DES ACTIVITES REALISEES

### 2.1 Critère A Efforts de plaidoyer RRSSJ

Score 1 :

*Le RRSSJ est activement ENGAGÉ dans des efforts de plaidoyer en vue d'inclure les questions spécifiques, bien préparées, liées à la sécurité dans l'agenda de l'Assemblée.*

### 2.1 Critère C Education Civique/Sensibilisation

Score 2 :

*Les membres sont engagés dans des efforts de sensibilisation basés sur une STRATÉGIE et cibles claires et des exécutants formés.*

### **Critère A**

#### 5.4A Efficacité du RRSSJ comme réseau de Coordination et de partage d'informations

Score 3 :

*Le bureau central tient à jour les outils S&E et récolte toujours de manière régulière et systématique les rapports d'activités/informations générés sur le terrain. Le bureau, **AU MINIMUM UNE FOIS PAR MOIS, COMMUNIQUE** les résultats positifs et information d'intérêt général à tous les membres du Réseau.*

### **Critère A**

#### 5.4A Efficacité du RRSSJ comme réseau de Coordination et de partage d'informations

Score 3 :

*Le bureau central tient à jour les outils S&E et récolte toujours de manière régulière et systématique les rapports d'activités/informations générés sur le terrain. Le bureau, **AU MINIMUM UNE FOIS PAR MOIS, COMMUNIQUE** les résultats positifs et information d'intérêt général à tous les membres du Réseau.*

**Critère B**5.4B Initiatives/collaboration des membres du RRSSJ

Score 1 :

*Certains membres du Réseau mènent parfois des activités en collaboration avec d'autres membres au niveau local, mais ces ACTIVITÉS SONT PEU COMMUNIQUÉES au reste du Réseau (Bureau) et l'information collectée n'est pas encore adéquatement analysée ou synthétisée.*

**Critère C**5.4C Capacité institutionnelle et de planification du RRSSJ comme réseau

Score 4 :

*Le Réseau coordonne le rapportage sur certaines activités sur base de son plan stratégique. Les activités sont toujours plus nombreuses mais une bonne partie du plan d'activités reste toujours à exécuter. **IND 2.1-A&B** :*

**Le BCN**